

**INITIATIVE À L'APPUI DES ACTIVITÉS
DE CATÉGORIE III DU PROGRAMME DE TRAVAIL
DU
FORUM INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES
FORÊTS (FIF) :**

**ARRANGEMENTS ET MÉCANISMES INTERNATIONAUX VISANT À
PROMOUVOIR L'AMÉNAGEMENT, LA CONSERVATION ET LE
DÉVELOPPEMENT DURABLE DE TOUS LES TYPES DE FORÊTS**

Parrainée par les gouvernements du Costa Rica et du Canada

**Compte rendu de la réunion d'experts
qui a eu lieu du 22 au 26 février 1999
à San José, au Costa Rica**

Avant-propos

Voici le compte rendu de la réunion d'experts sur l'initiative Costa Rica-Canada tenue à San José, au Costa Rica, en février 1999. Ce document veut rassembler les opinions des experts qui ont assisté à cette réunion et ne reflète pas nécessairement les opinions de tous les experts.

Ce compte rendu est également disponible en anglais et en espagnol.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
I. INTRODUCTION	4
II. ORDRE DU JOUR	5
III. COMMUNICATIONS	6
IV. ENSEMBLE FONDAMENTAL D'ENJEUX FORESTIERS INTERNATIONAUX	6
V. TRAITEMENT DES ENJEUX DANS LES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX EXISTANTS	7
VI. POSSIBILITÉ D'ABORDER LES ENJEUX PAR VOIE D'INSTRUMENTS INTERNATIONAUX	9
VII. ORIENTATION DES CONSULTATIONS RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES : EXAMEN DE LA DÉMARCHE PROPOSÉE	9
VIII. AUTRES MESURES QUI S'IMPOSENT POUR FORGER UN CONSENSUS ENTRE MARS 1999 ET FÉVRIER 2000	11
Annexes	12-55

I. INTRODUCTION

La première réunion d'experts organisée dans le cadre de l'Initiative Costa Rica-Canada à l'appui du programme de travail du Forum intergouvernemental sur les forêts (FIF) sur les activités de catégorie III a eu lieu à San José, au Costa Rica, du 22 au 26 février 1999.

Comme il en a reçu l'instruction à la XIX^e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la mise en oeuvre d'Action 21, le Forum intergouvernemental sur les forêts (FIF) a décidé d'axer ses travaux sur trois catégories interdépendantes, dont la catégorie III traite expressément des arrangements et des mécanismes internationaux visant à promouvoir l'aménagement, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts. Le FIF a convenu que les discussions sur la catégorie III *« doivent permettre de dégager les éléments possibles et de forger un consensus sur les arrangements et les mécanismes internationaux, par exemple un instrument légalement contraignant pour tous les types de forêts »*.

Pour forger un consensus sur un sujet donné, il faut commencer par clarifier les enjeux et par reconnaître les points communs des connaissances que nous en avons. Le Costa Rica et le Canada partagent le désir de contribuer au programme de travail du FIF, en facilitant les échanges d'opinions, en engageant un débat holistique et détaillé et en amorçant un dialogue propre à renforcer l'étude et la détermination des éléments nécessaires pour parvenir à un consensus mondial sur la question des arrangements et des instruments internationaux.

L'objectif de l'Initiative Costa Rica-Canada est d'entamer le processus de détermination des éléments¹ possibles et de parvenir à un consensus sur l'utilité d'arrangements et de mécanismes internationaux, par exemple un instrument juridiquement contraignant pour tous les types de forêts. À cet égard, l'Initiative cherche des tribunes neutres, transparentes, participatives et représentatives pour un débat de fond et une analyse technique de cet enjeu par de multiples parties intéressées. À l'issue de l'Initiative, quelles que soient les recommandations formulées par les différents pays au FIF, celles-ci découleront de l'Initiative et seront considérées comme une base de discussion par le FIF.

Cette initiative comporte trois étapes. La première est la réunion d'experts qui a eu lieu à San José, au Costa Rica. La deuxième consistera dans une série de réunions régionales et sous-régionales qui feront suite à la réunion du Costa Rica et au cours desquelles on analysera les avantages et les éléments possibles des instruments, des arrangements et des mécanismes internationaux sur les forêts dans l'optique de chaque région. La troisième sera une réunion finale, qui se tiendra au Canada fin 1999, au cours de laquelle on rassemblera les résultats de la réunion d'experts du Costa Rica et les contributions des réunions régionales et sous-régionales, afin d'en tirer des conclusions et des recommandations qui seront présentées à la quatrième session du FIF.

L'Initiative Costa Rica-Canada bénéficie des directives et des conseils d'un Comité directeur (CD) sur divers paramètres, notamment l'élaboration d'un cadre pour les réunions régionales et internationales ainsi une démarche et une documentation communes pour les réunions régionales. Lors de sa réunion qui a immédiatement précédé la réunion d'experts de San José, le CD a réitéré l'importance d'une démarche commune pour faciliter le regroupement des conclusions des réunions régionales. Le CD a par ailleurs répété que l'on envisagerait à la fois des instruments juridiquement contraignants et non juridiquement contraignants au cours des étapes 1 à 4 de la démarche, mais que l'étape 5 porterait exclusivement sur les options juridiquement contraignantes. À la réunion que le Comité directeur intérimaire a tenue en octobre 1998 à San José, on a convenu de procéder à une « répétition générale » des trois premières

¹ Enjeux de l'ensemble fondamental qui pourraient être abordés dans un instrument, un mécanisme ou un arrangement international.

étapes de la démarche de la réunion de San José (annexe 3) et de faire passer les réunions régionales par toutes les étapes.

À la réunion d'experts de San José ont participé 87 experts issus de gouvernements, d'institutions intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales, de peuples autochtones et de groupes de femmes ainsi que des conférenciers invités (annexe 1), reflétant ainsi un large éventail d'intérêts et d'opinions à l'égard de la catégorie III du mandat du FIF.

II. ORDRE DU JOUR

Voici les points qui ont été abordés lors de la réunion de San José :

- le mandat approuvé concernant la catégorie III du programme de travail du FIF;
- l'expérience de l'Amérique centrale relative à la convention de cette région sur les forêts;
- les leçons tirées de la mise en oeuvre des autres instruments existants;
- les concepts généraux et la terminologie des instruments juridiques;
- les éléments possibles des instruments internationaux sur les forêts;
- les directives émanant des consultations régionales et sous-régionales;
- les autres mesures à prendre pour forger un consensus entre mars 1999 et février 2000.

Suite à la recommandation formulée par le Comité directeur de l'Initiative en octobre 1998, on a proposé une façon de faciliter la compatibilité et le regroupement des conclusions des réunions régionales en ce qui concerne la détermination des éléments possibles des instruments internationaux sur les forêts.

Les objectifs de la démarche envisagée visent à orienter les réunions régionales et internationales à tenir. Chaque étape a son propre objectif, à savoir :

- Étape 1 : Déterminer un ensemble fondamental d'enjeux forestiers internationaux.
- Étape 2 : Analyser le traitement réservé aux enjeux de l'ensemble fondamental déterminé à l'étape 1 dans les instruments existants.
- Étape 3 : Préciser les enjeux de l'ensemble fondamental qu'il est possible de résoudre ou non par voie d'instruments internationaux.
- Étape 4 : Relever un éventail d'options juridiquement contraignantes et juridiquement non contraignantes en vue de résoudre les éléments possibles figurant à l'étape 3.
- Étape 5 : Mieux comprendre le pour et le contre des options juridiquement contraignantes précisées à l'étape 4.

Les étapes 1, 2 et 3 ont été franchies à la réunion de San José dans le but de circonscrire les éléments possibles des instruments internationaux, d'analyser la démarche envisagée et d'orienter les réunions régionales et sous-régionales, qui porteront également sur les étapes 4 et 5. Quelques experts ont semblé s'alarmer du fait que la méthodologie employée empêche un débat plus vaste sur les questions de fond de la catégorie III.

Afin de permettre l'entière participation des experts et d'étoffer le débat, on a créé quatre groupes de travail. On a réparti les experts entre les groupes de travail de manière à avoir une représentation équilibrée et géographiquement équitable des pays et à refléter ainsi le vaste éventail des intérêts et des

opinions de tous les intéressés. Les animateurs ont aidé les groupes de travail à utiliser la démarche proposée.

Au sein de chaque groupe de travail, un rapporteur a été nommé pour présenter les résultats de ses délibérations en plénière et pour siéger au comité de rédaction chargé de préparer le compte rendu de la réunion (voir à l'annexe 2 la liste des rapporteurs et des animateurs). Le Secrétariat de l'Initiative a aidé les rapporteurs à rédiger le compte rendu de la réunion.

Les délibérations de la réunion ont été publiées dans le *Bulletin des négociations de la Terre* dont le rapport est affiché sur le site Web à www.iisd.ca.

III. COMMUNICATIONS

Des communications ont été présentées sur les sujets suivants :

1. Concepts généraux et terminologie employés dans les instruments internationaux, par M^{me} Barbara Ruis, spécialiste du droit international.
2. L'expérience de l'Amérique centrale relative à la convention de cette région sur les forêts, par M. Jorge Rodríguez, sommité sur la politique forestière centraméricaine.
3. Leçons tirées de l'application d'autres instruments existants : mise en œuvre de la CITES au Costa Rica, par M. Juan Rodríguez; mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique au Costa Rica, par M^{me} Vilma Obando; mise en œuvre de la Convention-cadre sur les changements climatiques en Finlande, par M. Heikki Granholm; et mise en œuvre de la CITES en Thaïlande, par M. Apiwat Sretarugs.
4. M. Markku Aho, président du Groupe consultatif des forêts (GCF), a donné une communication intitulée *Vers le soutien aux programmes forestiers nationaux*.

Ces communications ont été suivies de discussions qui ont aidé les experts à mieux comprendre les concepts généraux et la terminologie des instruments internationaux ainsi que la mise en œuvre des instruments existants.

IV. ENSEMBLE FONDAMENTAL D'ENJEUX FORESTIERS INTERNATIONAUX

Dans un premier temps, le Secrétariat a présenté aux experts réunis une liste préliminaire de 53 enjeux internationaux ayant trait aux forêts, tels qu'ils figurent dans les documents méthodologiques. Les experts ont analysé ces enjeux et en ont dégagé un ensemble fondamental d'enjeux forestiers internationaux.

Dans leurs conclusions, la plupart des experts ont jugé que tous les enjeux de la liste en question s'appliquaient à tous les niveaux (national, régional et mondial).

Les quatre groupes de travail ont déterminé plusieurs autres enjeux qui revêtent de l'importance pour les forêts, notamment les énergies renouvelables, la gouvernance, la transparence, le rétrécissement du couvert forestier, les évaluations environnementales, la surveillance et l'évaluation, l'étendue du couvert forestier national et l'exploitation et les échanges commerciaux illicites de produits forestiers. Ces enjeux ont été ajoutés à la liste préliminaire qui figure à l'annexe A, et la liste actualisée figure à l'annexe 4a du présent compte rendu.

Certains experts ont indiqué que la liste était trop vaste, que certains enjeux ne se prêtaient pas à un instrument international et que certains autres pouvaient être traités dans une optique bilatérale.

La question de la « catégorisation » ou du « regroupement » des enjeux a été soulevée à maintes reprises. Voici les solutions qui ont été proposées :

Critères de regroupement

- Enjeux appelant une action internationale au niveau multilatéral;
- Enjeux appelant des conseils aux gouvernements;
- Enjeux appelant des éclaircissements;
- Enjeux n'appelant aucune mesure au niveau international.

Les experts ont proposé d'utiliser, pour cet ensemble fondamental d'enjeux, la classification figurant dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU (E/CN.17/IFF/1998/9) intitulé *Aménagement, conservation, développement durable et institutions et instruments d'intervention*. Or, ni cette classification ni un ensemble fondamental d'enjeux n'a été retenu.

Les experts ont exprimé toutes sortes d'avis sur la méthodologie et sa valeur. Tous les groupes de travail ont eu du mal à s'entendre sur l'étape 1, en particulier sur le critère à appliquer pour circonscrire les enjeux appelant une action internationale. Pour parvenir à un consensus international, les experts ont consulté les propositions d'action du GIF et les divers processus régionaux, comme le Processus d'Helsinki sur les critères et les indicateurs.

Faute d'un ensemble de critères compris de tous, les experts ont préféré ne pas classer la liste des enjeux par ordre de priorité. Certains participants ont conseillé d'utiliser les grandes catégories suivantes :

- programmes forestiers nationaux;
- arrangements institutionnels et mesures d'intervention;
- commerce et environnement;
- gouvernance et participation;
- paramètres socio-économiques (locaux et internationaux);
- fonctions mondiales, coopération régionale et internationale.

Dénouement

Les experts ont décidé d'utiliser la liste de l'annexe 4a pour les discussions des groupes de travail. Ainsi, ils ont relevé un certain nombre de changements à apporter à la liste pour orienter les réunions régionales. Cette liste remaniée figure à l'annexe 4b.

V. TRAITEMENT DES ENJEUX DANS LES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX EXISTANTS

Cette étape avait pour but d'examiner le traitement réservé aux enjeux de l'ensemble fondamental déterminé à l'étape 1 dans les instruments existants.

On a demandé aux experts d'évaluer le traitement réservé à l'ensemble fondamental d'enjeux déterminé dans des instruments existants. Chaque groupe de travail s'est vu confier un sous-ensemble d'enjeux fondamentaux (annexe 4a). Les groupes de travail se sont concentrés sur les deux questions suivantes :

L'enjeu est-il abordé? Dans l'affirmative, le traitement dont il fait l'objet est-il suffisant ou insuffisant?

Certains groupes ont analysé le traitement réservé aux enjeux dans les cinq groupes d'instruments internationaux existants et processus connexes suggérés : conventions internationales (Convention sur la diversité biologique, Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Convention sur la lutte contre la désertification, Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine, Accord international sur les bois tropicaux, 1994), Action 21, Principes forestiers, Propositions d'action du GIF et divers processus régionaux sur les critères et les indicateurs visant l'aménagement forestier durable.

Les résultats des délibérations des groupes de travail figurent à l'annexe 5. Ces résultats ne reflètent pas nécessairement les opinions de tous les experts.

Conclusions générales

Il est généralement admis que la plupart des enjeux formant l'ensemble fondamental sont abordés d'une façon ou d'une autre dans divers instruments internationaux, mais que certains font l'objet d'un traitement insuffisant, selon le contexte qui les entoure.

Il est également reconnu que des différences de traitement sont inévitables lorsqu'on définit le seuil d'insuffisance selon l'instrument considéré. Par exemple, les experts s'accordent à penser qu'Action 21 et les Principes forestiers abordent plus ou moins suffisamment tous les enjeux, alors que les Propositions d'action du GIF en abordent certains suffisamment et d'autres insuffisamment. Les experts conviennent également que les processus sur les critères et les indicateurs traitent suffisamment des enjeux pertinents, même si la question de l'uniformité mondiale et de l'application au niveau national peut faire l'objet d'explications plus poussées.

C'est au cours de cette étape qu'on a cerné les difficultés qu'il faudra sans doute surmonter : par exemple, les définitions chevauchantes, notamment divers paramètres de leur présentation et certains éclaircissements que d'autres commandent.

Les experts se demandent comment il faut définir « suffisant » et « insuffisant » et en viennent à la conclusion qu'il faut d'autres directives sur le sens exact de ces deux termes (c.-à-d. le sujet est-il abordé par l'instrument proprement dit ou dans la pratique/réalité?).

Pour les besoins de la cause, les experts ont limité leur évaluation à la façon dont ces enjeux sont abordés au niveau international. Faute de temps, on profitera des réunions régionales pour s'interroger sur le traitement réservé à ces enjeux au niveau national et régional.

Par manque de temps et à cause des limites imposées par la matrice, les experts n'ont pratiquement pas pu dire ce qu'ils pensaient du niveau de traitement et des instruments auxquels ils faisaient allusion.

Certains enjeux, comme l'évaluation des forêts, ont été abordés par des organisations internationales (comme la FAO), même s'il n'a pas été possible de consigner ce fait dans la matrice. Une solution possible consisterait à incorporer les « organisations internationales » dans les « instruments internationaux », ou sous une rubrique distincte.

À propos du critère 9, certains experts ont exprimé des doutes sur son sens; d'autres l'ont trouvé utile. Dans un groupe de travail, les experts ont estimé que le critère pouvait induire en erreur et l'ont appliqué

en sachant qu'il pouvait renvoyer à des instruments nouveaux ou existants, mais pas forcément à une convention internationale sur les forêts.

VI. POSSIBILITÉ D'ABORDER LES ENJEUX PAR VOIE D'INSTRUMENTS INTERNATIONAUX

L'objectif de cette étape était de déterminer les enjeux qu'il est possible de résoudre par voie d'instruments internationaux et ceux qui n'ont aucune chance de l'être.

À partir de l'ensemble fondamental d'enjeux déterminé à l'étape 1, on a cherché à connaître l'avis des experts et à dresser une liste des éléments susceptibles d'être incorporés dans les instruments internationaux nouveaux ou existants à court et à moyen terme. Les groupes de travail ont utilisé le même sous-ensemble d'enjeux qu'à l'étape précédente.

Les critères proposés pour cette étape se trouvent à l'annexe B du document méthodologique.

Les résultats des discussions des groupes de travail sont présentés à l'annexe 6. Ces résultats ne reflètent pas forcément le point de vue de tous les experts.

Conclusions générales

À l'instar de ce qui s'est passé lors des deux étapes précédentes, tous les groupes de travail ont eu du mal à comprendre le travail, notamment les liens entre les critères et les enjeux. À nouveau, de nombreux experts ont dénoncé les complexités multiples des enjeux. Un certain nombre de questions ont été soulevées : par exemple, les experts veulent-ils traiter de l'*opportunité* de résoudre les enjeux par voie d'instruments internationaux ou de la *possibilité* de les résoudre par ces moyens?

Les experts ont limité leur évaluation et leurs recommandations à la *possibilité* sans aborder l'*opportunité* ou les instruments spécifiques.

On a également convenu qu'en raison de la variabilité des enjeux entre les régions, il ne fallait pas fixer de calendrier immuable pour l'analyse détaillée des enjeux. La plupart des experts s'accordent à penser que tous les échéanciers (c.-à-d. le court terme et le moyen terme) conviennent au traitement de tous les enjeux dans un instrument, même s'il est difficile de déterminer l'échéancier sans procéder à une analyse détaillée.

VII. ORIENTATION DES CONSULTATIONS RÉGIONALES ET SOUS-RÉGIONALES : EXAMEN DE LA DÉMARCHE PROPOSÉE

Eu égard aux résultats des discussions des groupes de travail, les experts ont eu l'occasion d'analyser la démarche et de prodiguer des conseils sur le déroulement des réunions régionales et sous-régionales qui constituent la deuxième étape de l'Initiative.

Beaucoup d'experts sont d'avis que la démarche proposée doit être flexible et permettre aux participants de prendre en compte les besoins et les particularités de chaque région ou sous-région. Néanmoins, ils font valoir qu'il faut une démarche commune et systématique qui permettra d'atteindre plus facilement l'objectif de l'Initiative. Grâce à une telle démarche, le débat politique sera mieux éclairé.

On a également fait valoir qu'il faudrait s'inspirer des documents consensuels existants, en particulier des Principes forestiers, d'Action 21, des Propositions d'action du GIF et du programme de travail du FIF.

Beaucoup d'experts estiment nécessaire de comprendre clairement la terminologie employée à toutes les étapes de la démarche.

Un certain nombre d'experts ont déclaré possible de simplifier la démarche, notamment en regroupant les étapes. Les questions doivent par ailleurs être simplifiées. Une proposition a même été avancée selon les axes suivants : (i) quelles sont les raisons d'un aménagement forestier non durable? (ii) un enjeu peut-il être résolu par une forme quelconque d'arrangement international?; (iii) quel type d'arrangement peut-on utiliser? Quelle que soit la forme définitive de la démarche, celle-ci doit être conçue de manière à permettre l'identification d'un objectif et d'un produit pour chaque étape.

Il a par ailleurs été affirmé que les réunions régionales doivent avoir pour but de concilier les points de vue techniques et politiques. Un certain nombre de gens se demandent si les consultations régionales et sous-régionales donnent assez de temps pour appliquer une démarche commune et souhaitent que les réunions régionales analysent les leçons tirées de la mise en oeuvre des instruments existants, et notamment délimitent les succès enregistrés au chapitre des changements significatifs au niveau du sol.

Les experts pensent qu'il importe, lors de la planification des réunions régionales, qu'on leur fournisse des données suffisantes, surtout en ce qui concerne le dialogue sur la politique forestière internationale et les instruments existants sur les forêts. Certains experts estiment qu'il y a lieu d'organiser des consultations nationales avant la tenue des réunions régionales et sous-régionales. Ils pensent que les résultats des réunions régionales bénéficieront grandement de l'apport des consultations nationales.

Certains experts soulignent l'importance de tenir pleinement compte des résultats du FIF III en ce qui concerne la catégorie III, dans le cadre de toutes les réunions régionales, conformément au déroulement de l'Initiative Costa Rica-Canada.

Par ailleurs, d'aucuns ont jugé que les réunions régionales doivent permettre de déterminer les fonctions du régime international et les enjeux forestiers qui ne font pas actuellement l'objet d'un traitement suffisant au niveau mondial.

Pour ce qui est de la participation, il a été mentionné que les réunions régionales doivent faire intervenir tout un éventail d'experts, surtout dans le domaine de la mise en oeuvre des politiques et des programmes forestiers. On pense par ailleurs que les peuples autochtones et les collectivités locales doivent être représentés à toutes les réunions régionales. Certains pensent même que les droits des Autochtones doivent faire partie intégrante de tout instrument futur lié à la foresterie internationale.

Les experts de l'Environmental Investigation Agency, de l'Institute of Cultural Affairs-Ghana, de l'International Alliance of Indigenous and Tribal Peoples of Tropical Forests, de l'International Indian Treaty Council, du Global Forest Policy Project, de Greenpeace International, des ONG féminines du Mexique et de Sobrevivencia du Paraguay estiment qu'on manque d'occasions de discuter en profondeur des problèmes forestiers les plus critiques de la planète. À leur avis, la méthodologie employée est problématique et ils osent espérer que les organisateurs tiendront entièrement compte des lacunes de cette méthodologie lorsqu'ils prépareront les réunions régionales et internationales qui doivent suivre. Cette opinion et d'autres ont été exprimée dans la déclaration commune que l'on peut lire à l'adresse <http://www.greenpeace.org/~forests/newsflash.html>.

L'idée a été lancée de réviser la démarche en fonction des recommandations des experts qui ont assisté à la réunion de San José, et des conseils à cet égard seront fournis par le Comité directeur.

Les conseils suivants ont été formulés à propos de l'étape 1 :

- il faut décroiser certains des enjeux de l'ensemble fondamental proposé;
- il faut regrouper certains enjeux afin de raccourcir la liste sans pour autant compromettre la portée de l'analyse;
- la démarche ne doit pas contenir un ensemble fondamental d'enjeux;
- les organisateurs des réunions régionales doivent proposer des ensembles fondamentaux d'enjeux;
- il faut tirer les enjeux de listes d'enjeux connues (p. ex. GIF et FIF) pour en faire le point de départ des réunions régionales;
- les rapports finals des initiatives liées au FIF doivent être diffusés lors des réunions régionales, notamment le compte rendu de l'atelier mondial sur les causes sous-jacentes du déboisement.

Les conseils suivants ont été formulés à propos de l'étape 2 :

- il faut faire la distinction entre le niveau mondial et le niveau régional lorsqu'on évalue le niveau de traitement réservé aux enjeux dans les instruments internationaux existants;
- la méthodologie de cette étape doit prendre en compte tous les points de vue;
- en ce qui a trait au niveau de traitement des enjeux dans les instruments internationaux existants, il faut clairement définir le sens de « suffisant » et d'« insuffisant »;
- il faut s'interroger sur les raisons pour lesquelles les engagements internationaux n'ont pas été suivis d'effets et dans quelle mesure.

Les conseils suivants ont été formulés à propos de l'étape 3 :

- il faut réunir les étapes 2 et 3;
- la modification de l'ordre des étapes (1, 3 et 2) permettrait sans doute d'enregistrer plus de progrès aux réunions régionales;
- il importe de conserver l'étape 2.

VIII. AUTRES MESURES QUI S'IMPOSENT POUR FORGER UN CONSENSUS ENTRE MARS 1999 ET FÉVRIER 2000

Les experts se sont penchés sur la question du suivi de la réunion de San José afin d'analyser les façons de forger un consensus et de recommander d'autres mesures entre mars 1999 et février 2000.

On a jugé important que les partenaires de l'Initiative profitent des prochaines réunions internationales prévues, en particulier du FIF III, pour évaluer les progrès de l'Initiative et échanger des points de vue à son sujet. Certains experts ont estimé important de profiter d'autres réunions internationales et sous-régionales consacrées aux forêts, comme la réunion du COFO et celle du Groupe andin qui doit avoir lieu à Lima, au Pérou, afin d'assurer un débit constant d'informations sur l'Initiative et de faire profiter ces autres réunions des résultats et délibérations de la réunion de San José. D'autres ont avancé par ailleurs que les résultats des réunions internationales mentionnées ci-dessus pourraient profiter aux réunions régionales et sous-régionales organisées dans le cadre de l'Initiative Costa Rica-Canada.

Des renseignements ont été fournis aux experts quant au nombre, aux dates et à l'emplacement des réunions régionales. Le grand nombre de pays désireux d'accueillir et d'assurer le financement des réunions régionales témoigne du soutien dont jouit l'Initiative Costa Rica-Canada. Au cours des mois à venir, grâce aux réunions régionales, l'Initiative devrait pouvoir mobiliser pratiquement tous les pays et faire intervenir un vaste éventail de représentants des gouvernements, des institutions internationales, des organisations non gouvernementales, des peuples autochtones, des groupes de femmes et du secteur privé.

Les renseignements seront diffusés par le secrétariat de l'Initiative et également sur le site Web de l'Initiative à l'adresse <http://www.nrcan.gc.ca/cfs/crc>.

Certains experts estiment qu'il est précieux d'organiser des consultations nationales avant la tenue des réunions régionales et sous-régionales. À leur avis, les résultats des réunions régionales profiteront grandement de l'apport de ces consultations nationales.

Les résultats de la réunion de San José seront communiqués aux réunions régionales qui formeront la deuxième étape de l'Initiative, de même qu'à la troisième session du FIF en 1999. Ils seront également transmis à la dernière réunion qui doit avoir lieu fin 1999 au Canada, ce qui permettra de regrouper les résultats de la réunion du Costa Rica et les suggestions avancées aux réunions régionales afin d'en tirer des conclusions générales qui pourront être présentées à la quatrième session du FIF en l'an 2000.

ANNEXES

ANNEXE 1

**Costa Rica Canada Initiative Experts meeting
Iniciativa Costa Rica Canadá Reunión de Expertos
Initiative Costa Rica-Canada, Réunion d'experts
San José, Costa Rica**

Participants – Participantes – Participants

1. AGYEMAN, Fredua	Ghana
2. AHO, Markku	Forest Advisory Group
3. ASADI, Bgher H.E.	Co-président, FIF
4. BARSK-RUNDQUIST, Elisabeth	Secrétariat du FIF
5. BOBKO, Igor	Belarus
6. AMHA BIN, Buang	ITTO
7. CASTRO, Estebancio	IITC
8. CUCO, Arlito	Mozambique
9. CHAN, Lai Har	Malaysie
10. CHAVES, Guido	Costa Rica
11. DE, Lu	République populaire de Chine
12. DELANEY, Adam	Papuasie Nouvelle Guinée
13. DÍAZ, Elias	Sobrevivencia and Friends of the Earth - Paraguay
14. DOUGLAS, Jim	Banque Mondiale
15. DUNN, Darryl	Nouvelle Zélande
16. FULLETON, Mike	Canada
17. GIACINI DE FREITAS, Andre	IFBWW
18. GRANHOLM, Heikki	Finlande
19. HALL, Andrew Clayton	Guyane
20. HEADLEY, Marilyn	Jamaïque
21. HOENISCH, Ulrich	Allemagne
22. JIMBIQUITI Z, Jose Luis	COICA
23. JONES, Libby	United Kingdom
24. KOMATSU, Kiyoshi	IGES
25. KORNIENKO, Alexey	Russie
26. KUZMICHEV, Evgeny	Vice-président FIF
27. LAROUSSINIE, Olivier	France
28. LINARES LANDA, Elias	Cuba
29. LJUNGMAN, Lennart	FAO
30. MAINI, Jag	Secrétariat du FIF
31. MALVAS, Jose JR	Philippines
32. MANKIN, William	Global Forest Policy Project
33. MCALPINE, Jan	Etats-Unis
34. MERSMANN, Christian	Allemagne
35. MHIRIT, Omar	Maroc
36. MORAIS, Carlos	Portugal
37. MUEHLEMANN, Pierre	Suisse
38. MUSALEM LOPEZ, Francisco	Mexique
39. NAGAME, Ichiro	Japon
40. NORDANSTIG, Gunnar	Suède
41. OISTAD, Knut	Norvège

42. OKRAH, Lambert
43. ONYANGO, Gershom
44. OTODO, Kede
45. PARMENTIER, Remi
46. RAWAT, A.S.
47. RESICO, Christina
48. RODRIGUEZ, Gisele
49. ROY, Régine
50. RUALES, Mario
51. RUIS, Barbara
52. PAUL, Scott
53. SCHMIDT, Ralph
54. SHAW, Sabrina
55. SHEREIF, Mohamed
56. SIEGEL, Gunter
57. SIMELANE, Themba L.
58. SOLANO, Jose
59. SOLLO, Jean-Williams
60. SORMIN, Benni
61. APIWAT, Sretarugsa
62. SAINT-LAURENT, Carole
63. TAKAHASHI, Keisuke
64. TAAL, Bai-Mass
65. TARSOFSKY, Richard
66. TEMUR, Kayihan
67. TONISSON, Kristjan
68. TRENT, Steve
69. URZUA, Miriam
70. VON DER ASSEN, Ferdinand
71. WILLIAMS, Juliette
72. DOLMAN, Gary
73. NESTOR, Foster
74. ARIAS, Marcial

Initiative CRC

- CARETTE, Jacques
 ROJAS BOLANOS, Luis
 CHAVES, Patricia
 BERGERON, France
 DE LA GARZA, Katy
 MENESES, Ricardo
 RICHER, Alain
 RIVERO, Isabel
 ROBERTS, Ralph
 SALAS, Jose Luis
 TREJOS, Eduardo
 LEWCHUCK, Shirley
 ROUSSEAU, Denyse

- Institute for Cultural Affairs, Ghana
 Uganda
 Cameroun
 Greenpeace International
 Indes
 Argentine
 Brésil
 Commission Européenne
 Equateur
 Free University Amsterdam
 Greenpeace
 UNDP
 WTO
 Egypte
 Autriche
 Rep. D'Afrique du Sud
 Espagne
 Cameroun
 Indonésie
 Thaïlande
 WWF & IUCN
 Japon
 UNEP
 IUCN
 Turquie
 Estonie
 EIA
 Women's group, Mexique
 Les Pays-Bas
 EIA
 Australie
 Brésil
 Alianza Mundial de Pueblos Indígenas

- CRC Co-president
 CRC Co-président
 Secrétariat du CRC
 Secrétariat du CRC
 Costa Rica, Conseiller
 Costa Rica, Conseiller
 Canada, Conseiller
 Costa Rica, Conseiller
 Canada, Conseiller
 Costa Rica, Conseiller
 Costa Rica, Conseiller
 Secrétariat du CRC
 Secrétariat du CRC

ANNEXE 2

**Costa Rica – Canada Initiative Experts meeting
Iniciativa Costa Rica – Canadá, Reunión de Expertos
Initiative Costa Rica - Canadá, Réunion d'experts
San José, Costa Rica**

Rapporteurs

1. Libby Jones
2. Adam Delaney
3. Andrew Hall Clayton
4. Jean Williams Sollo

UK
Papuasie Nouvelle-Guinée
Guyane
Cameroun

Annexe 3

Méthode à employer pour identifier des éléments éventuels et travailler sur un consensus concernant l'utilité des arrangements et des mécanismes internationaux pour tous les types de forêts

Introduction

Le milieu forestier international réfléchit à un vaste éventail de questions³ dans le cadre de l'aménagement, de la conservation et du développement durable de tous les types de forêts. Il a été difficile d'arriver à une entente sur les meilleurs instruments pour s'y attaquer. C'est pourquoi « *le Costa Rica et le Canada se sont associés pour entreprendre des mesures en vue de dégager les points possibles d'une entente et favoriser un consensus sur l'utilité d'avoir des arrangements et mécanismes internationaux, par exemple un instrument juridiquement contraignant applicable à tous les types de forêts. Ils cherchent, par cette initiative, à établir des forums neutres, transparents, participatifs et représentatifs qui faciliteront les discussions techniques sur ces instruments, où on étudiera tous leurs éléments possibles.* »⁴

Les discussions reposeront sur une approche commune afin de faciliter la compatibilité et la consolidation des résultats des réunions régionales.

La figure 1 de ce document illustre la méthode à employer aux fins de l'initiative.

- Etape 1 : identifier un ensemble de base de questions forestières internationales;
- Etape 2 : analyser le niveau de traitement dans les instruments existants des questions de l'ensemble de base identifiées à l'étape 1;
- Etape 3 : identifier les questions de l'ensemble de base susceptible de faire l'objet de progrès en tant qu'éléments d'instruments internationaux et celles qui probablement ne sont pas;
- Etape 4 : identifier une gamme d'instrument juridiquement contraignant ou non, pour aborder les éléments possibles retenus à l'étape 3;
- Etape 5 : mieux comprendre les pour et les contre des options juridiquement contraignantes identifiées à l'étape 4.

Les étapes 1 et 2 devraient nous permettre de mieux comprendre les questions forestières internationales et la façon dont ils sont abordés dans les instruments internationaux existants, alors que l'étape 3 devrait nous donner une indication des éléments éventuels qu'il faut insérer dans les instruments internationaux nouveaux ou existants. L'étape 4 est centrée sur les questions qui doivent être abordées dans des instruments qui sont juridiquement contraignants ou non. Si l'on pense que la meilleure façon de résoudre une question particulière passe par des

² Méthode proposée pour considération à la réunion d'experts de San José

³ Dans ce document, le terme QUESTION est défini dans son sens le plus large pour englober les secteurs qui suscitent des préoccupations ou des intérêts à l'échelle internationale, notamment des problèmes et des objectifs.

⁴ Initiative intersessions concernant la catégorie III du programme de travail du FIF: Arrangements et mécanismes internationaux pour promouvoir la gestion, la conservation et le développement durable de tous les types de forêts.

instruments non contraignants, l'analyse s'arrête là. L'étape 5 consiste à évaluer le pour et le contre de chaque option contraignante.

Il se peut que chaque participant tire des conclusions différentes selon les éléments qui entrent en jeu dans la façon dont il applique cette démarche analytique. Toutefois, ce document doit faciliter l'identification et l'analyse des questions et des éléments possibles qui sont en rapport avec l'aménagement, la conservation et l'utilisation durable de tous types de forêts.

FIGURE 1: Étapes de la méthode

ETAPES	OBJECTIF	MÉTHODE	PRODUIT
ETAPE 1	Identifier un ensemble de base de questions forestières internationales.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réviser la liste préliminaire de questions forestières internationales contenue dans l'Annexe A. ➤ Déterminer s'il y a des questions qui n'ont pas été prises en compte. ➤ Si nécessaire, ajouter des questions qui présentent un intérêt régional particulier. ➤ Extraire de cette liste un nombre réduit de questions de base. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un ensemble de base de questions forestières susceptibles d'être incluses dans un instrument international et qui seront utilisées lors de toutes les réunions régionales. ➤ Un ensemble de questions régionales élaborées lors des réunions régionales.
ETAPE 2	Analyser le niveau de traitement dans les instruments existants des questions de l'ensemble de base identifiées à l'étape 1.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réviser les instruments existants et les documents qui analyse les lacunes afin de déterminer comment les questions de l'ensemble de base identifiées à l'étape 1 sont traitées et afin d'identifier les lacunes. ➤ Consigner les résultats dans le Tableau 1. ➤ Elaborer des critères afin de faciliter, lors des réunions régionales, une meilleure compréhension du niveau de traitement des questions dans les instruments existants. 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Evaluation du niveau de traitement de chaque question et identification des lacunes dans les instruments internationaux. ➤ Liste de critères pour faciliter les réunions régionales.
ETAPE 3	Identifier les questions de l'ensemble de base susceptible de faire l'objet de progrès en tant qu'éléments d'instruments internationaux et celles qui probablement ne sont pas.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Appliquer les critères énoncés dans l'annexe B à chaque question de l'ensemble de base et consigner les résultats dans les colonnes correspondantes du tableau 2. ➤ Si nécessaire, on pourra avoir recours à des critères additionnels lors des réunions régionales. 	Une liste d'éléments susceptibles d'être incorporés dans des instruments internationaux, nouveau ou existant, à court et à moyen terme.
ETAPE 4	Identifier une gamme d'instrument juridiquement contraignant ou non, pour aborder les éléments possibles retenus à l'étape 3.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Analyser l'à-propos des options contraignantes et non contraignantes suivantes pour aborder les éléments précisés à l'étape 3. Plus d'une option peut convenir. 	Identification d'une gamme d'instruments possibles, juridiquement contraignant ou non, pour aborder chaque élément éventuel.
ETAPE 5	Mieux comprendre les pour et les contre des options juridiquement contraignantes identifiées à l'étape 4.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Appliquer les critères énoncés à l'annexe C à chacune des options juridiquement contraignantes retenues pour chaque élément éventuel et consigner les résultats au tableau 3 à la rubrique « Évaluation des instruments juridiquement contraignants possibles ». ➤ Si nécessaire, on pourra avoir recours à des critères additionnels lors des réunions régionales. 	Identification et évaluation des pour et des contre des options juridiquement contraignantes

Directives d'application de la démarche

Les directives suivantes concernent l'utilisation de ce document lors des réunions de l'Initiative Costa Rica-Canada

1. On peut prévoir que le recours à des animateurs aidera à l'application de cette démarche.
2. Avant de répartir les participants en groupes de travail, on expliquera chaque étape de la démarche, et on sollicitera leurs questions.
3. Chaque groupe de travail sera invité à se pencher sur un sous-ensemble des questions forestières fournies par le secrétariat Costa Rica-Canada, qui nécessitera une sélection dans chaque catégorie précisée à l'étape 1.
4. Pour faciliter l'établissement du compte rendu de la réunion, les organisateurs établiront une liste de participants qualifiés afin qu'ils agissent en tant que rapporteurs. Cette liste doit être approuvée par les participants.
5. Les rapporteurs seront alors invités à couvrir chaque groupe de travail et à rendre compte des principaux paramètres des délibérations. Grâce à l'aide des animateurs et du personnel du secrétariat, chacun sera invité à préparer et à présenter un rapport en séance plénière.

Étape 1 : Identifier un ensemble de base de questions forestières internationales

OBJECTIF: Identifier un ensemble de base de questions forestières internationales.

MÉTHODE :

- Réviser la liste préliminaire de questions forestières internationales contenue dans l'Annexe A.
- Déterminer s'il y a des questions qui n'ont pas été prises en compte.
- Si nécessaire, ajouter des questions qui présentent un intérêt régional particulier.
- Extraire de cette liste un nombre réduit de questions de base.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

1. Conventions internationales : Biodiversité, Changements climatiques, Processus Dessertification, CITES, RAMSAR, AIBT
2. Programme d'action 21
3. Principes Forestiers
4. Propositions d'action du Groupe Intergouvernemental sur les Forêts (GIF)
5. Programme de Travail du Forum Intergouvernemental sur les Forêts (FIF)
6. Rapports des initiatives connexes du FIF

Produits :

- Un ensemble de base de questions forestières susceptibles d'être incluses dans un instrument international et qui seront utilisées lors de toutes les réunions régionales.
- Un ensemble de questions régionales élaborées lors des réunions régionales.

Étape 2 : Traitement des questions dans les instruments internationaux existants

OBJECTIF : Analyser le niveau de traitement dans les instruments existants des questions de l'ensemble de base identifiés à l'étape 1.

MÉTHODE :

- Réviser les instruments existants et les documents qui analyse les lacunes afin de déterminer comment les questions de l'ensemble de base identifiées à l'étape 1 sont traitées et afin d'identifier les lacunes.
- Consigner les résultats dans le Tableau 1.
- Elaborer des critères afin de faciliter, lors des réunions régionales, une meilleure compréhension du niveau de traitement des questions dans les instruments existants.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE :

- Instruments internationaux Existants :
- Conventions internationales:
- Biodiversité, Changements climatiques, Processus de Dessertification CITES, RAMSAR, AIBT
- Programme d'action 21
- Principes forestiers
- Propositions d'action du Groupe Intergouvernemental sur les Forêts (GIF)
- Processus internationaux de critères indicateurs d'aménagement forestier durable
- Autres instruments:
- Programme de Travail du Forum Intergouvernemental sur les Forêts (BIF), et documents pour l'Élément II.(e) du programme
- Etude des lacunes réalisé par l'UICN
- Analyse des lacunes juridiques réalisé par le RFI

Produits :

- Evaluation du niveau de traitement de chaque question et identification des lacunes dans les instruments internationaux.
- Liste de critères pour faciliter les réunions régionales.

Tableau 1: Tableau pour l'analyse du traitement des questions forestières dans les instruments internationaux existants

Traitement des questions dans les instruments existants																
Questions	Considération de la question		Niveau de traitement		Considération de la question		Niveau de traitement		Considération de la question		Niveau de traitement		Considération de la question		Niveau de traitement	
	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant

Étape 3 : Possibilité d'aborder les questions par le biais d'instruments internationaux

OBJECTIF : Identifier les questions de l'ensemble de base susceptibles de faire l'objet de progrès en tant qu'éléments d'instruments internationaux et celles qui probablement ne le sont pas.

MÉTHODE :

- Appliquer les critères énoncés dans l'annexe B à chaque question de l'ensemble de base et consigner les résultats dans les colonnes correspondantes du tableau 2.
- Si nécessaire, on pourra avoir recours à des critères additionnels lors des réunions régionales.

Produit :

Une liste d'éléments susceptibles d'être incorporés dans des instruments internationaux, nouveau ou existant, à court et à moyen terme.

Tableau 2: Détermination du potentiel pour le progrès

Question	Probable à court terme	Probable à moyen terme	Pas probable	Justifier

Étape 4 : Identifier une gamme d'instruments possibles

OBJECTIF : Identifier une gamme d'instrument, juridiquement contraignants ou non, pour aborder les éléments possible retenus à l'étape 3.

MÉTHODE :

➤ Analyser l'à-propos des options contraignantes et non contraignantes suivantes pour aborder les éléments précisés à l'étape 3. Plus d'une option peut convenir.

Option 1 : Nouvel instrument international juridiquement contraignant : lorsqu'un élément est suffisamment important pour justifier un engagement juridiquement contraignant et qu'il n'existe aucun instrument capable d'entraîner une telle mesure.

Option 2 : Travailler dans le cadre d'instruments juridiquement contraignants existants : cette catégorie consiste à travailler avec les dispositions en vigueur, à négocier de nouvelles dispositions et à élaborer des protocoles.

Option 3 : Démarches non juridiquement contraignantes : cette catégorie englobe les méthodes non contraignantes nouvelles ou existantes, la société civile et les mesures volontaires. Si l'on sélectionne cette option, l'analyse s'arrête là.

On peut ajouter des options applicables sur le plan régional, le cas échéant.

➤ Consigner les résultats dans la (les) colonne(s) appropriée(s) du **tableau 3**, à la rubrique « Instruments permettant d'aborder les éléments éventuels ».

Produit :

Identification d'une gamme d'instruments possibles, juridiquement contraignant ou non, pour aborder chaque élément éventuel.

Tableau 3: Identification et évaluation des instruments possibles

	Etape 4			Etape 5											
	Instruments possibles pour aborder des éléments éventuels			Evaluation des instruments juridiquement contraignants possibles (E, M, F)											
	Option 1	Option 2	Option 3	Nouveau	Existant	Nouveau	Existant	Nouveau	Existant	Nouveau	Existant	Nouveau	Existant	Nouveau	Existant
Questions															

Étape 5 : Les pour et les contre des options juridiquement contraignantes

OBJECTIF : Mieux comprendre les pour et les contre des options juridiquement contraignantes identifiées à l'étape 4.

MÉTHODE :

- Appliquer les critères énoncés à l'annexe C à chacune des options juridiquement contraignantes retenues pour chaque élément éventuel et consigner les résultats au tableau 3 à la rubrique « Évaluation des instruments juridiquement contraignants possibles ».
- Si nécessaire, on pourra avoir recours à des critères additionnels lors des réunions régionales.

Produit :

Identification et évaluation des pour et des contre des options juridiquement contraignantes.

Annexe A1 : Questions

1. Coordination de l'action internationale en matière de forêts
2. Réforme des institutions chargées des politiques forestières
3. Coordination des politiques et programmes intersectoriels
4. Mécanismes financiers à l'appui de l'aménagement forestier durable
5. Investissement dans les forêts
6. Coordination des programmes des donateurs et des bénéficiaires
7. Transfert de technologie
8. Renforcement des capacités
9. Éducation et formation
10. Partage des informations
11. Coordination de la recherche
12. Définition de l'aménagement forestier durable
13. Élaboration des critères d'aménagement forestier durable
14. Élaboration des indicateurs d'aménagement forestier durable
15. Programmes forestiers nationaux
16. Évaluations, inventaires, statistiques et modèles des forêts
17. Estimation de la valeur des forêts
18. Rapports nationaux
19. Préservation de la diversité biologique
20. Création de zones forestières protégées
21. Déboisement
22. Boisement et reboisement
23. Remise en état d'écosystèmes fragiles
24. Piégeage et stockage du carbone
25. Atténuation des effets des changements climatiques
26. Conservation des sols et des ressources en eau
27. Impact des industries non forestières
28. Impact de la pollution
29. Protection des forêts contre les incendies
30. Protection des forêts contre les insectes et les maladies
31. Produits non ligneux et services
32. Connaissances forestières traditionnelles
33. Approvisionnement en bois de feu
34. Plantations et essences exotiques
35. Méthodes de récolte
36. Industrie des forêts et des produits forestiers
37. Commerce international
38. Accès aux marchés
39. Certification
40. Offre et demande
41. Consommation
42. Instruments économiques, politiques fiscales et régimes fonciers
43. Internalisation des coûts
44. Maintien du potentiel de développement
45. Emploi
46. Stabilité des collectivités forestières
47. Participation
48. Sexe
49. Droits des populations autochtones
50. Protection des droits de propriété intellectuelle
51. Développement des infrastructures
52. Accès aux capitaux
53. Politiques rurales

Annexe A2 : Exemple d'un ensemble de base de questions

1. Coordination de l'action internationale en matière de forêts
2. Coordination des politiques et programmes intersectoriels
3. Mécanismes financiers à l'appui de l'aménagement forestier durable
4. Transfert de technologie et renforcement des capacités
5. Éducation et formation
6. Partage des informations
7. Élaboration des critères et des indicateurs d'aménagement forestier durable
8. Programmes forestiers nationaux
9. Évaluations, inventaires, statistiques et modèles des forêts
10. Estimation de la valeur des forêts
11. Rapports nationaux
12. Préservation de la diversité biologique
13. Boisement et reboisement
14. Piégeage et stockage du carbone
15. Conservation des sols et des ressources en eau
16. Impact des industries non forestières
17. Protection des forêts contre les incendies, les insectes et les maladies
18. Produits non ligneux et services
19. Connaissances forestières traditionnelles
20. Approvisionnement en bois de feu
21. Commerce international
22. Offre et demande
23. Instruments économiques, politiques fiscales et régimes fonciers
24. Internalisation des coûts
25. Emploi
26. Stabilité des collectivités forestières
27. Participation
28. Droits des populations autochtones
29. Protection des droits de propriété intellectuelle

Annexe B: Critères de détermination des chances de résolution d'une question par un instrument forestier international

1. Potentiel pour consensus
2. Questions financières
3. Compréhension scientifique
4. Échelle – globale, régionale, nationale
5. Question urgente
6. Spécifique à la question forestière (versus inter-secteur)
7. Importance des lacunes
8. Impact national
9. Valeur ajoutée par le fait d'aborder la question dans un instrument international qui traite de façon globale de toutes les forêts et de toutes les valeurs reliée aux forêts.

Annexe C: Critères d'évaluation du pour et du contre des options contraignantes

1. Dans quelle mesure l'option complète-t-elle des instruments forestiers existants?

Les instruments internationaux existants traitent déjà de beaucoup des questions. L'option doit compléter ces instruments. **(complément)**

Cote : Élevée (E), Moyenne (M) ou Faible (F)

2. Dans quelle mesure l'option est-elle politiquement réalisable?

Différentes options peuvent avoir des incidences différentes sur les intérêts nationaux. **(faisabilité)**

Cote : Élevée (E), Moyenne (M) ou Faible (F)

3. Dans quelle mesure l'adoption de l'option pose-t-elle des problèmes? (adoption)

Cote : Élevée (E), Moyenne (M) ou Faible (F)

4. Dans quelle mesure l'option entraînera-t-elle des changements sur le terrain? (efficacité)

Cote : Élevée (E), Moyenne (M) ou Faible (F)

5. Quelle est l'ampleur des coûts qui se rattachent à l'adoption de l'option?

L'adoption d'une option contraignante comporte des coûts. **(coûts)**

Cote : Élevée (E), Moyenne (M) ou Faible (F)

Fin de l'annexe 3

ANNEXE 4a**QUESTIONS**

1. Définition de l'aménagement forestier durable
2. Critères et indicateurs pour l'aménagement forestier durable
3. Évaluations, inventaires et statistiques des forêts
4. Programmes forestiers nationaux
5. Déboisement, dégradation des forêts (causes sous-jacentes comprises), boisement, reboisement, essences exotiques, désertification
6. Connaissances forestières traditionnelles
7. Incendies, insectes, maladies, sécheresse
8. Aménagement de l'écosystème
9. Faible couvert forestier
10. Agroforesterie
11. Étendue du couvert forestier national
12. Aménagement durable de tous les types de forêt
13. Biodiversité
14. Zones protégées (réseaux représentatifs)
15. Conservation des sols et des ressources en eau
16. Piégeage et stockage du carbone, atténuation des effets des changements climatiques
17. Évaluation et surveillance de l'impact environnemental
18. Commerce international, national et infranational
19. Accès au marché
20. Certification et étiquetage écologique
21. Internalisation des coûts et comptabilité verte
22. Instruments économiques (subventions et encouragements à effet pervers compris), politiques fiscales et régimes fonciers
23. Offre et demande, modes de consommation, promotion de l'utilisation des produits forestiers écologiques
24. Emploi, normes de santé et de sécurité, évaluation et sécurité des travailleurs forestiers
25. Industrie des forêts et des produits forestiers
26. Méthodes sylvicoles (méthodes de récolte comprises)
27. Estimation de la valeur des forêts
28. Transfert de technologie
29. Impact de la pollution
30. Impact des industries forestières et non forestières
31. Produits non ligneux et services
32. Énergie renouvelable
33. Maintien du potentiel de développement durable
34. Stabilité des collectivités
35. Applications chimiques
36. Exploitation et commerce illicites, corruption
37. Conversion primaire
38. Valeurs culturelles et spirituelles
39. Maintien d'un éventail complet de valeurs forestières
40. Fonctions globales

41. Précision des statistiques commerciales
42. Coordination de l'action internationale en matière de forêts et coopération
43. Réforme des institutions chargées des politiques forestières (forum permanent des forêts)
44. Coordination des politiques et programmes intersectoriels (internationaux, nationaux et infranationaux)
45. Renforcement des capacités
46. Éducation et formation
47. Accès public à l'information et partage des informations
48. Mécanismes financiers et investissement dans les forêts
49. Coordination des programmes des donateurs et des bénéficiaires (ententes de partenariat forestier comprises)
50. Rapports nationaux
51. Participation et autonomisation
52. Sexe
53. Droits des populations autochtones et des collectivités locales
54. Droits de propriété intellectuelle
55. Développement des infrastructures
56. Accès aux ressources (ressources naturelles, capital et autres)
57. Politiques rurales et d'utilisation des sols
58. Administration
59. Politique de développement durable
60. Politique d'attribution des concessions forestières
61. Partenariat entre le secteur privé, la société civile et les gouvernements
62. Surveillance des activités d'aménagement forestier
63. Maintien des politiques forestières
64. Planification intégrée de l'utilisation des sols
65. Application de la loi nationale et bonne administration
66. Activités du secteur privé (codes volontaires de bonne pratique compris)
67. Répartition des avantages
68. Politique de développement durable
69. Conflits transfrontières et consultations
70. Accomplissement des obligations
71. Règlement des conflits
72. Recherche

ANNEXE 4b

ENSEMBLE DE BASE DES QUESTIONS FORESTIÈRES INTERNATIONALES⁵

(Liste révisée)

1. Définition de l'aménagement forestier durable
2. Critères et indicateurs pour l'aménagement forestier durable
3. Évaluations, inventaires et statistiques des forêts
4. Programmes forestiers nationaux
5. Déboisement, dégradation des forêts (causes sous-jacentes comprises), boisement, reboisement, essences exotiques, désertification, plantation
6. Connaissances forestières traditionnelles
7. Incendies, insectes, maladies, sécheresse
8. Aménagement de l'écosystème
9. Faible couvert forestier
10. Agroforesterie
11. Étendue du couvert forestier national
12. Aménagement durable de tous les types de forêt
13. Biodiversité
14. Zones protégées (réseaux représentatifs)
15. Conservation des sols et des ressources en eau
16. Piégeage et stockage du carbone, atténuation des effets des changements climatiques
17. Évaluation et surveillance de l'impact environnemental
18. Commerce international, national et infranational
19. Accès au marché
20. Certification et étiquetage écologique
21. Internalisation des coûts et comptabilité verte
22. Instruments économiques (subventions et encouragements à effet pervers compris), politiques fiscales et régimes fonciers
23. Offre et demande, modes de consommation, promotion de l'utilisation des produits forestiers écologiques
24. Emploi, normes de santé et de sécurité, évaluation et sécurité des travailleurs forestiers
25. Industrie des forêts et des produits forestiers
26. Méthodes sylvicoles (méthodes de récolte comprises)
27. Estimation de la valeur des forêts
28. Transfert de technologie
29. Impact de la pollution
30. Impact des industries forestières et non forestières
31. Produits non ligneux et services
32. Énergie renouvelable
33. Maintien du potentiel de développement durable
34. Stabilité des collectivités
35. Applications chimiques
36. Exploitation et commerce illicites, corruption

⁵ Les experts ont fondé les discussions des groupes de travail sur la liste de l'annexe 4a. Les discussions ont permis de déterminer un certain nombre de changements à apporter à cette liste, en vue de guider les réunions régionales.

37. Conversion primaire
38. Valeurs culturelles et spirituelles
39. Maintien d'un éventail complet de valeurs forestières
40. Fonctions globales
41. Précision des statistiques commerciales
42. Coordination de l'action internationale en matière de forêts et coopération
43. Réforme des institutions chargées des politiques forestières (forum permanent des forêts)
44. Coordination des politiques et programmes intersectoriels (internationaux, nationaux et infranationaux)
45. Renforcement des capacités
46. Éducation et formation
47. Accès public à l'information et partage des informations
48. Mécanismes financiers et investissement dans les forêts
49. Coordination des programmes des donateurs et des bénéficiaires (ententes de partenariat forestier comprises)
50. Rapports nationaux
51. Participation et autonomisation
52. Sexe
53. Droits des populations autochtones et des collectivités locales
54. Droits de propriété intellectuelle
55. Développement des infrastructures
56. Accès aux ressources (ressources naturelles, capital et autres)
57. Politiques rurales et d'utilisation des sols
58. Administration (niveaux national et international)
59. Politique de développement durable
60. Politique d'attribution des concessions forestières
61. Partenariat entre le secteur privé, la société civile et les gouvernements
62. Surveillance des activités d'aménagement forestier
63. Mise en oeuvre des politiques
64. Planification adéquate de l'utilisation des sols
65. Activités du secteur privé (codes volontaires de bonne pratique compris)
66. Répartition des avantages
67. Effets transfrontaliers
68. Accomplissement des obligations
69. Règlement des différends
70. Recherche

Annexe 4c

QUESTIONS⁶

GESTION	
Questions de l'annexe A1	Questions des groupes de travail
Définition de l'aménagement forestier durable	Aménagement de l'écosystème
Critères et indicateurs pour l'aménagement forestier durable	Faible couvert forestier
Évaluations, inventaires et statistiques des forêts	Agroforesterie
Programmes forestiers nationaux	Étendue du couvert forestier national
Recherche	Aménagement durable de tous les types de forêt
Déboisement, dégradation des forêts (causes sous-jacentes comprises), boisement, reboisement, essences exotiques, désertification	
Connaissances forestières traditionnelles	
Incendies, insectes, maladies, sécheresse	
CONSERVATION	
Questions de l'annexe A1	Questions des groupes de travail
Biodiversité	Évaluation et surveillance de l'impact environnemental
Zones protégées (réseaux représentatifs)	
Conservation des sols et des ressources en eau	
Piégeage et stockage du carbone, atténuation des effets des changements climatiques	

⁶ Les questions de l'annexe A1 comprennent les questions originales et les nouvelles formulations fondées sur les recommandations des groupes de travail. Certaines questions nouvelles ont été regroupées avec les questions de l'annexe A1.

Les questions des groupes de travail sont tirées des rapports des groupes de travail.

DÉVELOPPEMENT DURABLE	
Questions de l'annexe A1	Questions des groupes de travail
Commerce international	Exploitation et commerce illicites
Accès au marché	Conversion primaire
Certification et étiquetage écologique	Valeurs culturelles et spirituelles
Internalisation des coûts et comptabilité verte	Maintien d'un éventail complet de valeurs forestières
Instruments économiques, politiques fiscales et régimes fonciers	Fonctions globales
Offre et demande, modes de consommation	
Emploi, normes de santé et de sécurité	
Industrie des forêts et des produits forestiers	
Méthodes sylvicoles (méthodes de récolte comprises)	
Estimation de la valeur des forêts	
Transfert de technologie	
Impact des industries forestières et non forestières	
Produits non ligneux et services	
Énergie renouvelable	
Maintien du potentiel de développement durable	
Stabilité des collectivités	
Impact de la pollution	
INSTITUTIONS ET INSTRUMENTS POLITIQUES	
Questions de l'annexe A1	Questions des groupes de travail
Coordination de l'action internationale en matière de forêts	Politique d'attribution des concessions forestières
Réforme des institutions chargées des politiques forestières	Partenariat entre le secteur privé, la société civile et les gouvernements
Coordination des politiques et programmes intersectoriels (internationaux, nationaux et infranationaux)	Surveillance des activités d'aménagement forestier
Renforcement des capacités	Maintien des politiques forestières
Éducation et formation	Planification intégrée de l'utilisation des sols
Accès public à l'information et partage des	Application de la loi nationale et bonne

informations	administration
Mécanismes financiers et investissement dans les forêts	Activités du secteur privé (codes volontaires de bonne pratique compris)
Coordination des programmes de donateurs et des bénéficiaires (ententes de partenariat forestier comprises)	Répartition des avantages
Rapports nationaux	
Participation et autonomisation	
Sexe	
Droits des populations autochtones et des collectivités locales	
Droits de propriété intellectuelle	
Développement des infrastructures	
Accès aux ressources (capital et autres)	
Politiques rurales et d'utilisation des sols	
Administration	
Commerce (international, national, infranational)	

ANNEXE 5

Tableau 1: Tableau pour l'analyse du traitement des questions forestières dans les instruments internationaux existants

Questions	Traitement des questions dans les instruments existants															
	Conventions Internationales				Plan d'action 21				Principes Forestiers				IPF Propositions d'actions du GIF			
	Considération de la question	Niveau de traitement			Considération de la question	Niveau de traitement			Considération de la question	Niveau de traitement			Considération de la question	Niveau de traitement		
	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant
1. Définition de l'aménagement forestier durable		X				X				X				X		X
2. Critères et indicateurs pour l'aménagement forestier durable	X			X	X		X		X		X	X	4	4	X	X
3. Évaluations, inventaires et statistiques des forêts	X				X				X			X		X	X	X
4. Programmes forestiers nationaux	X			X	X	X			X	X			X		X	
5. Déboisement, dégradation des forêts (causes sous-jacentes comprises), boisement, reboisement, essences exotiques, désertification	X			X	X		X		X		X			X	X	
6. Connaissances forestières traditionnelles	X			X	X		X		X		X		X		X	X
7. Incendies, insectes, maladies, sécheresse	X			X	X				X			X			X	X
8. Aménagement de l'écosystème	X		X		X		X					X				
9. Faible couvert forestier	X		X		X		X		X		X		X		+/-	X
10. Agroforesterie		X			X		X	X			X	X		X		X
11. Étendue du couvert forestier national	X			X	X				X				X			
12. Aménagement durable de tous les types de forêt	X			X	X		X		X		X		X		X	X
13. Biodiversité	X		X		X		X		X		X		X	X		X
14. Zones protégées (réseaux représentatifs)	X		X		X		X		X		X		X	X		X

15. Conservation des sols et des ressources en eau	X			X	X		X		X		X	X			X	X		X	
16. Piégeage et stockage du carbone, atténuation des effets des changements climatiques	X			X	X		X	X	X	X		X			X	X		X	
17. Évaluation et surveillance de l'impact environnemental	X			X	X		X		X		X				X	X		X	
18. Commerce international, national et infranational	X			X	X			X	X		X				X	X			X

COMMENTAIRES RELATIFS AUX QUESTIONS:

Question 1: C&I: Il n'y a pas de processus globaux

Question 2: Conventions Internationales: ne sont pas globales, elles n'ont pas été mises par écrit

Question 3: C&I: ne sont pas globaux

Question 5: C&I: différence entre régions

Question 9: C&I: une certaine régulation

Questions	Tous les instruments			
	Considération de la question		Niveau de traitement	
	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant
19. Accès au marché	X			X
20. Certification et étiquetage écologique	X		X	
21. Internalisation des coûts et comptabilité verte		X		X
22. Instruments économiques (subventions et encouragements à effet pervers compris), politiques fiscales et régimes fonciers	X			X
23. Offre et demande, modes de consommation, promotion de l'utilisation des produits forestiers écologiques	X			X
24. Emploi, normes de santé et de sécurité, évaluation et sécurité des travailleurs forestiers	X		X	
25. Industrie des forêts et des produits forestiers	X			X
26. Méthodes sylvicoles (méthodes de récolte comprises)	X			X
27. Estimation de la valeur des forêts				
28. Transfert de technologie	X			X
29. Impact de la pollution	X			X
30. Impact des industries forestières et non forestières	X			X
31. Produits non ligneux et services				
32. Énergie renouvelable				
33. Maintien du potentiel de développement durable				
34. Stabilité des collectivités				
35. Applications chimiques				
36. Exploitation et commerce illicites, corruption				

COMMENTAIRES RELATIFS AUX QUESTIONS:

- Question 20: La décision du rôle gouvernemental est insuffisante, mais la certification est une initiative privée et qui est bien couverte en ce sens. Insuffisante par le manque de recherche, de coordination et d'échange d'information
- Question 21: Insuffisante parce elle apparaît seulement sur les propositions de l'FIB
- Question 22: Insuffisante: elle couvre trop de questions, mais ne rentre pas dans le détail
- Question 24: Beaucoup de points de vue sur cette question. Suffisantes lois et réglementations aux niveaux nationaux et internationaux. La question est l'accord.
- Question 25: Il faut plus d'analyse. Il y a un besoin d'amélioration des impacts environnementaux, de commercialisation, d'efficacité économique, etc. C'est une question trop large pour permettre une mise au point réelle.
- Question 26: Besoin d'un modèle de "Meilleures Pratiques". Certaines pratiques sont traitées de la meilleure façon dans le plan d'action 21 et le PIB
- Question 27: Insuffisante au niveau des politiques, et non pas au niveau de la recherche.
- Question 28: L'échange d'information n'est pas adéquat. Des effets limités comme résultat du transfert de technologie (considération adéquate?). Le transfert de technologie aux pays en voies de développement ne se fait pas de manière adéquate, par exemple avec l'Afrique.
- Question 29: La pollution de l'eau et de l'air ne sont pas traitées de manière adéquate, il en est de même pour la pollution causée par les produits chimiques.

Questions	Tous les instruments			
	Considération de la question		Niveau de traitement	
	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant
37. Conversion primaire	10	2	1	9
38. Valeurs culturelles et spirituelles	8	4	1	7
39. Maintien d'un éventail complet de valeurs forestières	7	4	-	7
40. Fonctions globales	12	-	4	8
41. Précision des statistiques commerciales	12	-	-	10
42. Coordination de l'action internationale en matière de forêts et coopération	11	-	-	12
43. Réforme des institutions chargées des politiques forestières (forum permanent des forêts)	11	1		11
44. Coordination des politiques et programmes intersectoriels (internationaux, nationaux et infranationaux)	12	-	-	12
45. Renforcement des capacités	12	-	-	11
46. Éducation et formation	12	-	-	8
47. Accès public à l'information et partage des informations	11	1	-	5
48. Mécanismes financiers et investissement dans les forêts	9	3	-	11
49. Coordination des programmes des donateurs et des bénéficiaires (ententes de partenariat forestier comprises)	10	2	-	7
50. Rapports nationaux	12	-	-	9
51. Participation et autonomisation	10	2	-	7
52. Sexe	11	1	-	5
53. Droits des populations autochtones et des collectivités locales	12	-	-	11
54. Droits de propriété intellectuelle	10	2	-	6

Questions	Conv. sur la biodiversité				Conv. sur les changement climatique				Désertification-CITES-RAMSAR-AIBT			
	Considération de la question		Niveau de traitement		Considération de la question		Niveau de traitement		Considération de la question		Niveau de traitement	
	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant	Oui	Non	Suffisant	Insuffisant
55. Développement des infrastructures		X				X				X		
56. Accès aux ressources (ressources naturelles, capital et autres)	X			X	X			X				
57. Politiques rurales et d'utilisation des sols		X				X						
58. Administration		X				X						
59. Politique de développement durable	X	X		X	X			X				
60. Politique d'attribution des concessions forestières		X				X						
61. Partenariat entre le secteur privé, la société civile et les gouvernements		X			X			X				
62. Surveillance des activités d'aménagement forestier		X			X			X				
63. Maintien des politiques forestières		X				X						
64. Planification intégrée de l'utilisation des sols		X				X						
65. Application de la loi nationale et bonne administration		X				X						
66. Activités du secteur privé (codes volontaires de bonne pratique compris)		X			X	X		X				
67. Répartition des avantages	X		X		X			X				
68. Politique de développement durable												
69. Conflits transfrontières et consultations												
70. Accomplissement des obligations		X										
71. Règlement des conflits	X			X	X			X				
72. Recherche	X			X	X			X				

COMMENTAIRES RELATIFS AUX QUESTIONS

- Question 58: Degré auquel les officiels et les politiciens qui prennent des décisions appliquent réellement les lois et les règlements de manière transparente et sont responsables dans la pratique.
- Question 59: Le développement durable englobe le tout
- Question 62: Le Groupe 4 pense que la surveillance d'une forêt ressemble au Protocole de FCCC Kyoto
- Question 63: "Maintenance des Politiques Forestières" doit être interprétée comme "mise au oeuvre"
- Question 65: Recommandation pour éliminer "bonne administration", puisque cette question est déjà incluse dans la question 58. On ne mentionne pas spécifiquement la mise en oeuvre des lois des nations, mais la mise en vigueur est implicite.
- Question 66: La considération de codes volontaires de pratiques, dans le contexte des instruments légalement contraignants est peu important. FCCC: les activités du secteur privé seront/pourront faire partie de la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto, mais ne fera pas partie explicite des mécanismes du Protocole de Kyoto
- Question 67: Distribution des bénéfices découlant de la Convention de Changements Climatiques' ce n'est pas clair; si la distribution entre associés se trouve sous une mise en oeuvre conjointe, la réponse est affirmative. Si les arrangements impliquent qu'il faut partager les bénéfices avec la nation, alors la réponse est négative.
- Question 71: Résolution de conflits est changé par Résolution de Disputes, et on ajoute le 71 bis ainsi: résolution de fonctions et utilisations forestières compétitives.

Question	Probable à court terme	Probable à moyen terme	Peu probable	Justifier
1. Définition de l'aménagement forestier durable	X	X	X	Une certaine préoccupation que le consensus sur une définition accordée sera difficile, même si le progrès est possible
2. Critères et indicateurs pour l'aménagement forestier durable	X	X	X global	Le progrès national et régional est possible. Le progrès au niveau global est plus problématique
3. Évaluations, inventaires et statistiques des forêts	X	X		
4. Programmes forestiers nationaux	X		X	Certains ont vu ceci comme surtout comme une question nationale
5. Déboisement, dégradation des forêts (causes sous-jacentes comprises), boisement, reboisement, essences exotiques, désertification	C) X D) X	A) X B) X E) X		
6. Connaissances forestières traditionnelles		X		
7. Incendies, insectes, maladies, sécheresse	X		X	(Peu probable: sécheresse)
8. Aménagement de l'écosystème	X	X		
9. Faible couvert forestier		X		
10. Agroforesterie	X			
11. Étendue du couvert forestier national		X (s'il est comme le 5)	X	
12. Aménagement durable de tous les types de forêt	X	X		
13. Biodiversité	X	X		
14. Zones protégées (réseaux représentatifs)	X			
15. Conservation des sols et des ressources en eau		X		
16. Piégeage et stockage du carbone, atténuation des effets des changements climatiques	X	X		(Moyen s' il n'existe pas une diminution de l'émission)
17. Évaluation et surveillance de l'impact environnemental	X			
18. Commerce international, national et infranational	X	X		

Question	Probable à court terme	Probable à moyen terme	Pas probable	Justifier
19. Accès au marché	X	X		
20. Certification et étiquetage écologique	X	X		
21. Internalisation des coûts et comptabilité verte	X	X		
22. Instruments économiques (subventions et encouragements à effet pervers compris), politiques fiscales et régimes fonciers	X	X		
23. Offre et demande, modes de consommation, promotion de l'utilisation des produits forestiers écologiques	X	X		
24. Emploi, normes de santé et de sécurité, évaluation et sécurité des travailleurs forestiers	X	X		
25. Industrie des forêts et des produits forestiers	X	X		
26. Méthodes sylvicoles (méthodes de récolte comprises)	X	X		
27. Estimation de la valeur des forêts	X	X		
28. Transfert de technologie	X	X		
29. Impact de la pollution	X	X		
30. Impact des industries forestières et non forestières	X	X		
31. Produits non ligneux et services	X	X		
32. Énergie renouvelable	X	X		
33. Maintien du potentiel de développement durable	X	X		
34. Stabilité des collectivités	X	X		
35. Applications chimiques	X	X		
36. Exploitation et commerce illicites, corruption	X	X		

Question	Probable à court terme	Probable à moyen terme	Pas probable	Justifier
37. Conversion primaire	5	1		
38. Valeurs culturelles et spirituelles	2	6		
39. Maintien d'un éventail complet de valeurs forestières	6	2		
40. Fonctions globales	8	2		
41. Précision des statistiques commerciales	8	1		
42. Coordination de l'action internationale en matière de forêts et coopération	5	3		
43. Réforme des institutions chargées des politiques forestières (forum permanent des forêts)	7	2		
44. Coordination des politiques et programmes intersectoriels (internationaux, nationaux et infranationaux)		8		
45. Renforcement des capacités	1	8		
46. Éducation et formation	7	1		
47. Accès public à l'information et partage des informations	9			
48. Mécanismes financiers et investissement dans les forêts	8	3		
49. Coordination des programmes des donateurs et des bénéficiaires (ententes de partenariat forestier comprises)	9	1		
50. Rapports nationaux	10			
51. Participation et autonomisation	5	5		
52. Sexe	7	3		
53. Droits des populations autochtones et des collectivités locales	7	2		
54. Droits de propriété intellectuelle	3	6		

Question	Probable à court terme	Probable à moyen terme	Pas probable	Justifier
55. Développement des infrastructures	X			
56. Accès aux ressources naturelles			X	
Accès au capital et autres	X	X		
57. Politiques rurales et d'utilisation des sols	X			
58. Administration	X			
59. Politique de développement durable			X	
60. Politique d'attribution des concessions forestières			X	
61. Partenariat entre le secteur privé, la société civile et les gouvernements	X			INCLUT LE 66
62. Surveillance des activités d'aménagement forestier	X			
63. Maintien des politiques forestières	X			UTILISER MISE EN MARCHÉ
64. Planification intégrée de l'utilisation des sols		X		REEMPLACER PAR "SAINE"
65. Application de la loi nationale et bonne administration				PARTIE DU GOUVERNEMENT
66. Activités du secteur privé (codes volontaires de bonne pratique compris)				INCLUS DANS LE 61
67. Répartition des avantages		X		
68. Politique de développement durable				COMME LE 59
69. Conflits transfrontières et consultations		X		EFFETS TRANS-FRONTIERES
70. Accomplissement des obligations			X	
71. Règlement des conflits		X		ARRANGEMENT DE DISPUTES
72. Recherche	X			

Annexe 6B : CRITÈRES POUR DÉTERMINER SI UNE QUESTION PEUT PROGRESSER GRÂCE À UN INSTRUMENT INTERNATIONAL

	Potentiel de consensus	Questions financières	Connaissances scientifiques	Échelles mondiale, régionale, nationale	Urgence de la question	Spécifique aux forêts ou intersectoriel	Importance de l'écart	Impact national	Valeur ajoutée
1. Définition de l'aménagement forestier durable									
2. Critères et indicateurs pour l'aménagement forestier durable									
3. Évaluations, inventaires et statistiques des forêts									
4. Programmes forestiers nationaux									
5. Déboisement, dégradation des forêts (causes sous-jacentes comprises), boisement, reboisement, essences exotiques, désertification									
6. Connaissances forestières traditionnelles	X		X		X		X	X	X
7. Incendies, insectes, maladies, sécheresse			X	X	X				X
8. Aménagement de l'écosystème	X	X		X	X		X	X	X
9. Faible couvert forestier	X	X	X	X			X	X	X
10. Agroforesterie	X		X	X	X			X	X
11. Étendue du couvert forestier national	NON (?)								
12. Aménagement durable de tous les types de forêt	X	X	X	X	X	X	X	X	X
13. Biodiversité	X	X	X	X	X		X	X	X
14. Zones protégées (réseaux représentatifs)	X	X	X		X				X
15. Conservation des sols et des ressources en eau	X	X	X	X	X		X	X	X
16. Piégeage et stockage du carbone, atténuation des effets des changements climatiques	X	X	X	X	X		X	X	X
17. Évaluation et surveillance de l'impact environnemental	X		X		X		X		X
18. Commerce international, national et infranational	X	X	X		X	X	X	X	X

Connaissances scientifiques : Question 6, (préciser) partager; Question 8, besoin de précision; Connaissances scientifiques : Question 16, améliorer

Échelles : mondiale, régionale, nationale : en œuvre mondiale, transfrontalier

Question 1: Échelles nationale et locale; Question 7: Impact régional, national, mise

réglementation nationale; Question 16: mondial

Question 9: régional; Question 10: régional; Question 14: mondial; Question 15:

Question 18: réglementation mondiale

Urgence de la question
Question 10: régional

Question 6: moyenne; Question 9: seulement où la couverture forestière est mince;

Spécifique aux forêts ou intersectoriel :

Question 8 : non spécifique

	Potentiel de consensus	Questions financières	Connaissances scientifiques	Échelles mondiale, régionale, nationale	Urgence de la question	Spécifique aux forêts ou intersectoriel	Importance de l'écart	Impact national	Valeur ajoutée
19. Accès au marché									
20. Certification et étiquetage écologique									
21. Internalisation des coûts et comptabilité verte									
22. Instruments économiques (subventions et encouragements à effet pervers compris), politiques fiscales et régimes fonciers									
23. Offre et demande, modes de consommation, promotion de l'utilisation des produits forestiers écologiques									
24. Emploi, normes de santé et de sécurité, évaluation et sécurité des travailleurs forestiers									
25. Industrie des forêts et des produits forestiers									
26. Méthodes sylvicoles (méthodes de récolte comprises)									
27. Estimation de la valeur des forêts									
28. Transfert de technologie									
29. Impact de la pollution									
30. Impact des industries forestières et non forestières									
31. Produits non ligneux et services									
32. Énergie renouvelable									
33. Maintien du potentiel de développement durable									
34. Stabilité des collectivités									
35. Applications chimiques									
36. Exploitation et commerce illicites, corruption									

	Potentiel de consensus			Questions financiers			Connaissances scientifiques			Échelles mondiale, régionale, nationale			Urgence de la question			Spécifique aux forêts ou intersectoriel			Importance de l'écart			Impact national			Valeur ajoutée		
	S	M	L	S	M	L	S	M	L	S	M	L	S	M	L	S	M	L	S	M	L	S	M	L	S	M	L
37. Conversion primaire	X												X														
38. Valeurs culturelles et spirituelles	X			X	X		X			X	X		X			X	X		X								
39. Maintien d'un éventail complet de valeurs forestières																											
40. Fonctions globales	X			X	X		X						X									X	X				
41. Précision des statistiques commerciales				X			X	X					X			X						X					
42. Coordination de l'action internationale en matière de forêts et coopération				X	X								X														
43. Réforme des institutions chargées des politiques forestières (forum permanent des forêts)	X			X									X														
44. Coordination des politiques et programmes intersectoriels (internationaux, nationaux et infranationaux)																											
45. Renforcement des capacités	X			X						X			X	X													
46. Éducation et formation	X			X									X									X					
47. Accès public à l'information et partage des informations	X						X						X						X			X					
48. Mécanismes financiers et investissement dans les forêts		X		X		X				X			X			X						X					
49. Coordination des programmes des donateurs et des bénéficiaires (ententes de partenariat forestier comprises)	X												X			X			X			X					
50. Rapports nationaux	X						X			X			X			X											
51. Participation et autonomisation	X	X		X	X								X	X		X	X					X	X				
52. Sexe							X									X						X					
53. Droits des populations autochtones et des collectivités locales	X												X			X	X					X	X				
54. Droits de propriété intellectuelle		X	X		X	X	X			X			X	X	X	X	X					X	X	X			

Critères : Question 37 : pas de consensus, faible probabilité; Question 44 : Impossible

- Importance de l'urgence menant à de l'optimisme en l'avenir
- Questions 52 et 42, forte divergence d'opinions : problèmes liés à la décentralisation, à l'absence de congestion, à la participation

Question	3 ans – court terme		3 - 10 ans – moyen terme		Faible probabilité	
	Pour	Critères	Contre	Critères	Sans opinion	Critères
55. Développement des infrastructures	5	1-5	1	Conditions socio-économiques difficiles	1	Peu de consensus
56. Accès aux ressources (ressources naturelles, capital et autres)	2	1-2-4-5-6-7	6	5-2-3-4-6 absence de consensus	-	
57. Politiques rurales et d'utilisation des sols	6	Problème technologique	2	Maintenir ou reconnaître	-	
58. Administration	8	1-3-5-8-2	2	8-2	-	
59. Politique de développement durable	8	5-2-8-6-3	1	3	-	
60. Politique d'attribution des concessions forestières	5	2-5	3	2	-	
61. Partenariat entre le secteur privé, la société civile et les gouvernements	7	1-5	2	2- facteur temporel	-	
62. Surveillance des activités d'aménagement forestier			8	Complexe	-	Impossible
63. Maintien des politiques forestières	1	1-5	8	1-5-4	-	
64. Planification intégrée de l'utilisation des sols	7	1-5-2-8	1	8	-	
65. Application de la loi nationale et bonne administration	9	1-5-3-7-8	-		-	
66. Activités du secteur privé (codes volontaires de bonne pratique compris)	8	5-4-6-1-8	3	2-1 complexe	-	
67. Répartition des avantages	9	5-1-6-7	1	8	-	
68. Politique de développement durable	10	1-5-3-4-6-7	5		-	
69. Conflits transfrontières et consultations	5	1-8-2-5-6	3	1-8-5-2-5-6	-	1-8-5-2-5-6
70. Accomplissement des obligations	7	3-8-6	2	Conditions socio-économiques faciles, national	1	
71. Règlement des conflits	7	5-8-1-6	6	8-6	1	1-2-5-6-8
72. Recherche	3	5-8		7-1-2-3-4-6-8		8 intérêts économiques

- Importance de l'urgence – optimisme en l'avenir
- Questions 52 et 42 : forte divergence d'opinions : problèmes liés à la centralisation, à la décongestion et à la participation nationale et communautaire à la prise des décisions et au partage des avantages. Problèmes liés à la bonne gouvernance. Divergences concernant la question 42 : liées à l'expérience de la mise en œuvre des plans d'action nationaux concernant les forêts. Le niveau politique qu'atteindront bientôt les questions forestiers rassure les collectivités donatrices et les incite à améliorer considérablement le traitement des questions.
- Utilisation des critères :
 - utilisation soutenue : 5 (15 fois) : urgence des questions; 8 (9 fois) : importance nationale
 - (à court terme) 1 (10 fois) : potentiel de consensus; 6 (8 fois) : spécifique aux questions forestiers
- Non-utilisation du critère 9 : utilisation prématurée à l'étape 3; pourrait convenir davantage aux étapes ultérieures.
- Question 48 : Mécanisme financier et investissement forestier: il faut équilibrer les investissements dans le développement forestier, le développement durable des forêts et l'investissement privé dans l'équipement et le secteur forestiers. Dans ce cas, le partenariat entre l'État, le secteur privé et les collectivités offre une bonne solution.

Question 55	Développement de l'infrastructure – Oui, peut progresser à court terme
Question 56	Accès aux ressources (naturelles, capitaux et autres) Ressources naturelles - Non L'accès aux capitaux peut progresser à moyen et à long terme
Question 57	Politique rurale et utilisation des terres L'utilisation peut progresser à court terme
Question 58	Gouvernance : doit inclure : 1. gouvernement propre exempt de corruption 2. transparence 3. responsabilisation 4. participation 5. respect des droits des Autochtones et des collectivités locales Nota : La gouvernance n'est pas abordée spécifiquement dans aucun instrument, mais elle peut progresser à court terme en vertu de nouveaux accords Il a été reconnu que la gouvernance, en qualité d'élément, est une question intersectoriel
Question 58	Politique de développement durable. Il s'agit d'une question sous-jacent, mais aucune question délicate ne peut être envisagée en vertu d'une convention ou d'un traité
Question 60	Politique d'affectation des concessions forestières. N'est pas une question en ce qui concerne les instruments internationaux
Question 61	Partenariat entre le secteur privé, la société et les gouvernements. Il est proposé d'inclure la question 66. La question peut progresser à court terme grâce à un instrument
Question 62	Surveillance des activités d'aménagement forestier. Oui. Pourrait être traité par un instrument international
Question 63	Mise en œuvre de la politique forestière – (supprimer maintien). Considérée comme faisant partie intégrante de la gouvernance et peut être traitée par un instrument international. Devrait être envisagée en vertu des questions 4 et 15
Question 64	Intégrer la planification de l'utilisation des terres. La question est déjà abordé par un certain nombre d'instruments et d'initiatives internationales. Très peu de choses ont toutefois été accomplies. Un accent accru peut être mis via les accords régionaux. De même, remplacer « intégré » par « sain » pourrait permettre de financer l'inclusion dans un instrument international à moyen terme
Question 65	Application de la loi à l'échelle nationale. Fait partie de la gouvernance. Peut donc être inclus dans la question et ne pas constituer un élément distinct
Question 66	Incluse dans la question 61
Question 67	Partage des avantages; question importante; à inclure dans un instrument international à moyen terme
Question 68	Supprimée, identique à la question 59
Question 69	Supprimée, envisagé sous la question 71
Question 70	Supprimée
Question 71	Modifiée – règlement des différends
Question 69	Selon l'examen de la question, cette dernière peut être considérée comme ayant des effets transfrontaliers; elle est donc considérée comme importante et peut progresser grâce à un instrument international
Question 72	Recherche. Très important. Pourrait être envisagé pour inclusion dans un instrument international à court terme